

la Seconde Guerre mondiale, n'est ni éternel ni si parfait qu'il ne souffre aucune réforme. Au contraire, on ne peut tous que constater que le système plie sous le fardeau et qu'au moins une révision majeure s'impose. On comprendra également que le marché international recèle peu de promesses, notamment pour les pays les plus pauvres.

À mon avis, en tant que libéraux, notre rôle dans cette lutte capitale en ce qui concerne le système économique international est de briser l'impasse dangereuse qui s'est créée ces dernières années en trouvant des terrains d'entente communs, en travaillant à susciter la compréhension mutuelle entre le Nord et le Sud et en menant une campagne vigoureuse pour débloquer la situation et créer une économie mondiale plus équitable.

Résoudre ensemble les problèmes mondiaux

Le second des nouveaux points que le réalisme impose à notre attention est quelque peu semblable. Il s'agit de la nécessité de trouver de meilleurs moyens de partager entre les États souverains la responsabilité d'une gestion davantage rationnelle et ordonnée du monde et de ses ressources. Nous rencontrons depuis quelques années un nombre croissant de problèmes majeurs tels que les pluies acides, l'Antarctique, l'espace extra-atmosphérique, qui débordent les frontières nationales ou les cadres traditionnels et à l'égard desquels il nous faut faire preuve d'initiative et d'imagination.

Le Droit de la mer pourrait fort bien s'avérer le précurseur des nouveaux mécanismes juridiques qui pourraient enfin nous permettre de régler de façon pacifique les problèmes internationaux et les intérêts nationaux connexes qui se posent avec une acuité sans précédent — une façon d'appliquer la règle de droit et la rationalité libérale sur la scène internationale. Sinon, ce pourrait fort bien être le chaos, c'est-à-dire une planète pillée et à peine habitable par suite de la dégradation de l'environnement et du gaspillage des ressources, une tragédie où tous surexploitent le domaine public pour ne rien laisser à l'humanité.

J'ai mentionné plusieurs des questions globales et des principes généraux auxquels j'attache de l'importance dans une façon libérale d'aborder les relations Nord-Sud. Toutefois, les actions sont plus éloquentes que les mots et l'aide effective que chaque pays fournit au tiers-monde révèle sans doute mieux l'importance qu'il accorde aux problèmes auxquels les trois quarts de l'humanité font face.

L'aide au développement

En tant que pays donateur, le Canada s'est tenu au milieu du peloton. Nos apports d'aide publique au développement (A.P.D.) sont supérieurs à la moyenne de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques), mais en-deçà du niveau atteint par les pays scandinaves et les Pays-Bas. Toutefois, en 1980, j'ai pu annoncer aux Nations Unies que le Canada mettrait fin au déclin qu'avait connu son A.P.D. dans les années 70 et s'efforcerait d'atteindre un rapport A.P.D./P.N.B. (produit national brut) de 0,5 % d'ici le milieu des années 80 et ensuite 0,7 % d'ici la fin de la décennie.